PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Barack Obama fait le plein, John McCain peine

La victoire a souri, une nouvelle fois, samedi dernier au sénateur noir de l'Illinois Barack Obama, dans la course qui l'oppose à l'ex-Première Dame Hillary Clinton pour l'investiture démocrate à l'élection présidentielle américaine, alors que dans le camp des Républicains, le grand favori John McCain peinait face à Mike Huckabee qui refuse encore de jeter l'éponge.

M. Obama a remporté les trois consultations de l'Etat de Washington (nord-ouest), du Nebraska (centre) et de Louisiane (sud), organisées pour départager les deux rivaux démocrates, pratiquement au coude à coude depuis le «super-mardi». Ce jour là, il avait gagné dans treize Etats contre huit (dont la Californie et New York) à Mme Clinton. Selon des chaînes de télévision américaines, M. Obama a obtenu samedi plus des deux tiers des voix dans l'Etat de Washington et dans le Nebraska où étaient organisés deux caucus (assemblées d'électeurs). Il a également enlevé les primaires de Louisiane avec 54% des suffrages contre 38% pour Mme Clinton. 78 délégués étaient en jeu dans l'Etat de Washington, 56 en Louisiane et 24 dans le Nebraska. Ces délégués doivent être répartis à la proportionnelle. Selon les médias américains, Mme Clinton ne devance plus son rival que d'une courte tête, son avantage en nombre de délégués s'étant encore amenuisé avec les votes de samedi. Elle ne possède plus qu'une très légère avance sur M. Obama : 1 112 contre 1 096. Pour l'emporter, un candidat a besoin d'au moins 2 025 des 4 049 délégués qui siègeront à la convention démocrate de Denver, qui doit désigner formellement à la fin du mois d'août le candidat du parti à la Maison Blanche. Des primaires devaient se tenir hier côté démocrate dans le petit Etat du Maine (nord-est) pour 24 délégués. Une vingtaine d'Etats doivent encore se prononcer dans les jours et les semaines à venir pour départager les candidats.

Mardi, des primaires se dérouleront autour de la capitale fédérale, en Virginie (83 délégués) - dont le gouverneur démocrate, Tim Kaine, a apporté samedi dernier son soutien à Barack Obama -, dans le Maryland (70), et dans la ville de Washington (15). Côté républicain, la course est moins indécise que chez les démocrates. Après les résultats du «super-mardi», John McCain est presque assuré d'obtenir la nomination de son parti à l'investiture, mais son rival, le conservateur Mike Huckabee a fait étalage samedi de ressources insoupçonnées, remportant deux Etats, la Louisiane (sud) et le Kansas (centre) et ne lui concédant qu'une courte défaite dans l'Etat de Washington (nord-ouest).

En Louisiane M. Huckabee, ancien gouverneur de l'Arkansas, a gagné par 44% contre 42% au sénateur de l'Arizona. 47 délégués sont en jeu dans cet Etat pour la convention républicaine qui aura lieu début septembre à Minneapolis (Minnesota). Il a également remporté les caucus du Kansas (centre), où soutenu par la droite chrétienne, il a engrangé 60% des suffrages qui donnent au vainqueur 36 délégués pour la convention.

En revanche, il a dû céder dans l'Etat de Washington. John McCain ne l'a toutefois remporté que de justesse: 26% des délégués contre 24%, sur la base de 87% des bulletins, selon un communiqué du Parti républicain local.

McCain semble ainsi avoir pâti samedi dernier des réticences de l'aile ultra-conservatrice du parti républicain, qui critique ses idées en matière d'immigration et de fiscalité.

En dépit de l'avance prise sur lui par son rival, M. Huckabee croit encore dur comme fer en ses chances d'inverser la tendance qui s'est dessinée jusqu'ici en faveur de McCain. Le vote de samedi dernier «confirme ce que nous disons depuis longtemps: cette course est loin d'être terminée», a-t-il renchéri.

KENYA

Les pourparlers entre camps rivaux entrent dans une phase décisive

Après plus d'un mois de crise politique et de violences, les pourparlers entre les camps rivaux du président kényan Mwai Kibaki et de l'opposant Raila Odinga entrent cette semaine dans une phase décisive qui pourrait déboucher, selon le médiateur Kofi Annan, sur un accord.

Les discussions, qui reprennent aujourdh'ui, porteront sur «les détails» d'une solution politique que les deux parties jugent désormais «nécessaire», a indiqué vendredi M. Annan lors d'un point de presse qui a relancé l'espoir dans le pays.

Le partage du pouvoir entre les camps rivaux est la solution promue par le médiateur de l'Union africaine pour sortir de l'impasse politique provoquée par la réélection de M. Kibaki le 27 décembre.

M. Odinga, ancien allié de M. Kibaki dont il a été plusieurs fois ministre, accuse ce dernier d'avoir fraudé pour lui voler la victoire lors du scrutin, entaché d'irrégularités selon de nombreux observateurs.

Cette crise politique a entraîné des violences qui ont fait plus de 1.000 morts et jusqu'à 300.000 déplacés, et mis l'économie kényane à genoux. Un arrangement pourrait intervenir en début de semaine, avait précisé vendredi M. Annan qui, le lendemain, rappelait à l'ordre les deux camps, leur demandant de ne plus organiser de fuites dans les médias sur les modalités d'un accord éventuel. «Un accord n'est pas un accord tant que rien n'est signé», a-t-il averti dans un communiqué, ajoutant: «les fuites sélectives au milieu de négociations ne bénéficient à personne». Dimanche, M. Odinga a déclaré à des journalistes qu'il «soutiendrait une solution politique». Mais «le peuple kényan a voté pour le changement, donc nous disons que la solution doit prendre en compte les voeux du peuple», a-t-il ajouté.

De son côté, la presse kényane exhortait les deux leaders à s'entendre. «Nous devons rappeler sans relâche à Kibaki et Odinga que les conséquences d'un échec des négociations seraient trop cruelles pour le pays», écrivait dimanche l'éditorialiste du Standard.

Il semble que le médiateur de l'Union africaine veuille aller vite pour éviter un enlisement des pourparlers qui, de l'avis de nombreux observateurs, fait courir un risque d'embrasement déjà tangible sur le terrain.

Dès la deuxième séance de pourparlers, le 1er février, M. Annan avait obtenu des parties, la signature d'une feuille de route assortie d'un calendrier serré: les questions sécuritaires, humanitaires et politiques devaient être «réglées» dans une période de 7 à 15 jours à partir du lancement officiel des discussions, le 29 janvier. «Je ne suis pas prêt à envisager l'échec (...).Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer», a récemment déclaré M. Annan, dont la médiation a reçu le soutien renouvelé cette semaine du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Union européenne, par la voix du commissaire au Développement Louis Michel. Mais pour l'heure, les discussions n'ont débouché sur aucun résultat tangible. Les mesures d'urgence recommandées en fin de semaine dernière pour mettre fin aux violences, n'ont pas empêché qu'une centaine de personnes soient encore tuées dans des affrontements inter-ethniques ou par la police dans l'ouest du pays, où une accalmie semblait néanmoins se dessiner ces derniers jours.

Dans la vallée du Rift (ouest), épicentre des violences, des conflits fonciers et ethniques latents, et jamais résolus par les gouvernements successifs, ont pris le pas sur les rancoeurs électorales.

Après une visite samedi dernier dans un camp de déplacés de cette région, le responsable des Affaires humanitaires à l'ONU, John Holmes, s'est rendu hier dans deux autres sites, près de Nairobi, où des milliers de personnes sont rassemblées.

«Il y a un problème humanitaire très sérieux (...) et nous espérons qu'une solution politique sera trouvée à court terme afin que la violence s'arrête», a-t-il déclaré.

TCHAD

La situation se normalise, les rebelles en route vers le sud

La situation tendait à se normaliser au Tchad, une semaine après les violents combats entre rebelles et armée qui ont secoué la capitale même si une importante colonne rebelle toujours en mouvement vers le sud du pays continuait de laisser planer une menace pour le pouvoir.

Preuve d'un retour progressif à la normale, la circulation a été autorisée hier matin devant la présidence de la République, haut lieu de la résistance acharnée du chef de l'Etat Idriss Deby Itno face aux vagues d'assauts des rebelles pendant 48 heures.

«Hier encore, des chars nous empêchaient de passer à partir du Rond Point de la Justice», explique Ali, un automobiliste.

Le vaste palais présidentiel, qui fait face à la cathédrale, est cependant sous la garde des combattants de l'Armée nationale tchadienne (ANT) postés tout au long des grilles, et juchés à l'arrière de pick-up remplis de munitions.

Dans les rues ensablées par l'Harmattan, les habitants, principalement à pied, reprennent possession de leur capitale, passant, l'air indifférent, devant des magasins explosés d'un tir de roquette, incendiés, pillés. Sur l'avenue Mobutu, gît la carcasse du char T55 de l'ANT, touché par les rebelles pendant les combats. N'Djamena renaît peu à peu, vidée des rebelles qui sont cependant toujours signalés en mouvement, comme une menace qui pèse encore sur Idriss Deby.

L'importante colonne de rebelles stationnée ces derniers jours à Mongo, capitale de la région du Guéra, à 400 km à l'est de N'Djamena, se dirige maintenant vers le sud, ont indiqué hier à l'AFP des sources militaires. «150 à 200 véhicules de rebelles ont quitté Mongo samedi matin et se dirigent vers d'Am Timan, vers le sud et la zone des trois frontières», a précisé cette source. La région où se rejoignent les frontières tchadiennes, soudanaises et centrafricaines «est considérée comme une zone de non-droit, c'est-à-dire que les passages entre les pays ne sont pas contrôlés», a indiqué une autre source militaire.

Les rebelles avancent lentement, «en ordre, et bien organisés. Ils sont chassés par l'ANT», ont ajouté ces sources.

L'ANT, renseignée par les militaires français de l'opération Epervier en vertu de l'accord de coopération technique et militaire, semble vouloir suivre les rebelles sans trop les serrer de près dans l'intention de choisir le moment où elle les attaquera, estiment ces sources militaires.

«Le temps joue pour Deby, les rebelles commencent peut-être à manquer de carburant, de munitions, d'alimentation. Peut-être cherchent-ils une porte de sortie», ajoutent-elles.

Côté rebelle, l'analyse est à l'opposé. «Nous essayons une nouvelle stratégie, nous les éloignons loin de leurs bases pour les étirer», a déclaré hier à la presse leur porte-parole Abderaman Koulamallah, joint par téléphone satellitaire.

«Un hélicoptère de l'armée nous a tiré dessus mais il ne nous a pas atteint», a-t-il ajouté.

En quittant Mongo, les rebelles ont pillé la ville pour se réapprovisionner, indiquent les sources militaires.

Autre signe d'un retour à la normale, la compagnie aérienne Air France a décidé de rouvrir sa liaison avec Paris à partir de demain matin.

«Nos vols depuis N'Djamena vers Paris reprendront demain matin, avec une fréquence de 4 vols par semaine», a indiqué à l'AFP le directeur d'Air France, Jean-Paul Forin.

Par ailleurs, quelque 12.000 personnes ont fui le Darfour soudanais pour se rendre au Tchad voisin, dans la région de Birak (sud-est), après une série d'attaques vendredi et samedi, commises par l'armée soudanaise et les miliciens Janjawid, a indiqué hier le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR).

Plus de 240.000 Soudanais du Darfour sont déjà réfugiés au Tchad, dans douze camps.

UKRAINE

Le gouvernement pose une condition pour honorer sa dette à Gazprom

Le gouvernement ukrainien s'est dit prêt hier à honorer sa dette envers Gazprom, qui menace d'interrompre demain ses exportations vers l'Ukraine, à condition que le géant gazier russe accepte de livrer du gaz directement sans intermédiaires, selon un communiqué officiel.

«La compagnie publique ukrainienne Naftogaz est prête à honorer la totalité des dettes à condition que soit signé un contrat direct avec Gazprom», souligne le premier Vice-Premier ministre ukrainien, Olexandre Tourtchinov, bras droit du chef du gouvernement Ioulia Timochenko, cité dans ce communiqué. Le ministre a indiqué que «les dettes» de Naftogaz à Gazprom avaient été contractées par «le gouvernement précédent» du premier ministre pro-russe Viktor Ianoukovitch.

Une délégation de Naftogaz s'est rendue dimanche à Moscou pour régler cette question, a ajouté M. Tourtchinov. Gazprom menace d'interrompre à compter de demain, jour de la visite à Moscou du président ukrainien Viktor Iouchtchenko, ses livraisons de gaz à l'Ukraine si Kiev ne règle pas une dette estimée par les Russes à 1,5 milliard de dollars.

La société RosUkrEnergo, enregistrée en Suisse et contrôlée à 50% par Gazprom et à 50% par deux hommes d'affaires ukrainiens, est devenue l'unique importateur de gaz en Ukraine aux termes d'un contrat signé en janvier 2006 entre Kiev et Moscou pour mettre fin à leur dispute sur le prix du gaz.

L'actuel premier ministre ukrainien Ioulia Timochenko, qui doit se rendre en visite à Moscou le 21 février, veut faire payer davantage Moscou pour le transit du gaz russe vers les pays européens et supprimer les intermédiaires comme RosUkrEnergo Grande-Bretagne.

MER DU NORD

Evacuation d'une plate-forme après une alerte

Plus de 500 personnes étaient évacuées par hélicoptère d'une plate-forme pétrolière en mer du Nord, près de la côte nord-est de l'Ecosse, hier après une alerte de sécurité, a indiqué le ministère de la Défense.

L'alerte concerne un «engin» retrouvé sur l'infrastructure «Safe Scandinavia», où est logé le personnel de la plate-forme avoisinante «Britannia», selon des sources citées par plusieurs médias britanniques. «Cinq hélicoptères de la Royal Air Force assistent la police de la région d'Aberdeen dans une opération pour évacuer 500 personnes d'une plate-forme pétrolière dans la mer du Nord», a indiqué le ministère.

L'évacuation dirigée par la police et menée par une dizaine d'hélicoptères au total, a été déclenchée après un appel venant d'une infrastructure pétrolière à 161 kilomètres de la côte nord-est de l'Ecosse vers 9H20 GMT, selon les chaînes de télévision BBC et Sky News.

Selon des sources citées par l'agence de presse britannique Press Association, l'incident «n'est pas lié au terrorisme».

Selon la BBC, 538 personnes doivent être évacuées. Le chef d'escadron Barry Nealson, de la RAF Kinloss, une base de l'armée de l'air au nord-est de l'Ecosse, a déclaré sur la BBC, que l'incident «était inhabituel».

«Mais cela fait partie de nos procédures opérationnelles normales et nous réagissons de façon appropriée», a-t-il dit.

«Il y a des informations selon lesquelles l'incident a été déclenché par une femme. Mais je ne peux pas donner plus de détails pour l'instant», a-t-il dit.

Il n'a pas pu confirmer qu'un engin avait été retrouvé sur la plate-forme.

La police locale et les garde-côtes n'ont pas pu commenter l'opération dans l'immédiat.